

**LES SYNDICATS RÉPONDENT À BENGHEBRIT :****«C'est maintenant que vous vous inquiétez pour les élèves ?»**

**A l'appel lancé par la ministre de l'Education aux syndicats autonomes, de ne pas prendre les écoliers en otage, l'Unpef, le Cnapest et le Snapest rétorquent : «Ce n'est pas une journée de grève qui va perturber la scolarisation des élèves, mais ce sont les conditions dans lesquelles ils évoluent».**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - La coordination des syndicats du secteur de l'éducation n'a pas tardé à réagir aux propos de Nouria Benghebrit, qui a estimé, dimanche dernier, que recourir à la grève est une manière de prendre en otage les écoliers. Un débrayage annoncé pour aujourd'hui mardi, et demain mercredi.

Invités hier, à Alger, au forum du quotidien *DK News*, les syndicats formant ladite coordination ont, tour à tour, intervenu. Le coordinateur du Snapest, Meziane Meriane, estime que «les mieux placés pour parler des droits et intérêts des élèves c'est bien les enseignants qui partagent la majorité de leur temps avec ces mêmes écoliers». Il s'interroge d'ailleurs sur l'intérêt subit que se découvre le

ministère de l'Education pour les élèves, à chaque fois qu'il y a grève dans le secteur. «Ce n'est pas une journée de grève qui va perturber la scolarisation des élèves, mais ce sont les conditions dans lesquelles ils évoluent», lance-t-il. Il ajoute dans le même sillage : «Où sont les droits des élèves lorsqu'il s'agit des cantines scolaires, de la surcharge dans les classes, les chauffages... Ou ce n'est que maintenant que vous vous inquiétez pour les élèves ?» Aussi, aux associations de parents d'élèves qui sont du même avis que la ministre de l'Education, Meziane Meriane rétorque : «En plus de ne pas être représentatifs, ils ne s'expriment que lorsqu'il y a débrayage, pour saboter notre action. Nous aurions aimé les

voir organiser des excursions, aider les élèves issus de familles pauvres, ou encore protester contre les sanitaires infectes dans les établissements scolaires.»

«Le dialogue est certes ouvert, mais il manque d'efficacité»

Revenant sur la revendication essentielle des syndicats, le chargé de communication du Cnapest, Boudiba Messaoud, a rappelé de son côté que le statut particulier de l'enseignant est en contradiction avec les lois de la République et qu'il doit par conséquent être révisé.

Il précise toutefois, que s'il y a révision, les volets pédagogiques et administratifs ne devraient pas être touchés.

Pour rappel, la ministre a signifié que l'ouverture d'un tel dossier nécessite du temps pour ne pas reproduire les erreurs du passé. Boudiba Messaoud estime qu'un délai de cinq ans, tel qu'avancé par Nouria Benghebrit est exagéré. Raison de plus,



Photo : Samir Sid

**Mériane déplore les conditions dans lesquelles évoluent les élèves.**

poursuit le président de l'Unpef, Sadek Dziri, que «le débat ouvert par le ministère de l'Education ne s'inscrit pas dans une stratégie durable mais sur des pressions syndicales». La preuve, révèle-t-il : «Nous n'avons reçu une invitation à dia-

loguer, qu'après avoir annoncé un débrayage de deux jours.»

Enfin, Sadek Dziri reconnaît qu'il y a certes un dialogue mais qu'il manque toujours d'efficacité lorsqu'il s'agit de régler réellement un problème.

M. M.

## **L'OPPOSITION AU FFS EXIGE LA CONVOCATION D'UNE SESSION ET LE GEL DES INDEMNITÉS DES ÉLUS PERMANENTS ET NON PERMANENTS**

# **L'imbroglio demeure entier à l'APW de Béjaïa**

**La crise à l'Assemblée populaire de Béjaïa, bloquée, rappelle-t-on, pour cause du bras de force engagé depuis quelque temps déjà pour le contrôle de l'assemblée entre la nouvelle majorité constituée et le bloc FFS, en charge des affaires de ladite institution depuis 1997, est loin de connaître son épilogue.**

Après la «levée et le report» de la session extraordinaire de l'institution élue de la wilaya par le P/APW observée le mercredi 28 janvier dernier devant la terrible zizanie qui s'est installée dans la salle, la nouvelle majorité à l'assemblée constituée du RCD, du FLN et du Forum socialiste (FS), qui ne baisse pas les bras pour prendre le contrôle de ladite institution élue, est revenue à la charge dimanche à travers la même exigence d'une convocation d'une nouvelle réunion extraordinaire avec la même proposition de l'ordre du jour.

Un ordre du jour se résumant, lit-on dans la lettre adressée au P/APW, en la désignation et l'approbation par l'assemblée de 3 nouveaux vice-présidents, l'adoption des nouveaux bureaux de commissions permanentes et la création de

deux commissions d'enquête sur le chapitre 914 et l'usage abusif et illégal des procurations.

Rappelant le dysfonctionnement et la situation de blocage qui règnent à l'APW depuis plusieurs semaines, la convocation de la session extraordinaire pour le mercredi 28 janvier 2015, pour discuter de la conformité de l'assemblée aux textes et règlements qui a été levée, note-t-on, «sans mettre en exécution l'article 27 de la loi relative à la wilaya, stipulant que le président de séance assure la police des débats et peut, après en avoir donné avertissement, faire expulser toute personne, non membre de l'Assemblée, qui en trouble le bon déroulement, la nouvelle majorité à l'assemblée, dans sa lettre signée par 23 membres sur les 43 que compte l'institution élue s'est interrogée sur «la non-application de la réglementation dans pareil cas de perturbation de la session par des personnes étrangères». «Cela est-il dû à votre méconnaissance du code de wilaya et du décret exécutif N°13/217 du 18 juin 2013, portant un règlement intérieur type de l'APW, ou est-ce fait délibérément», s'interroge la nouvelle majorité dans son courrier dont une copie a été transmise à la presse.

Par ailleurs dans sa deuxième lettre adressée au même premier responsable de l'APW, l'opposition au bloc FFS qui contrôle, faut-il le souligner, depuis 1997, l'APW demande «le gel des indemnités des élus permanents et non permanents de l'Assemblée populaire de wilaya», et ce, expliquent les 23 élus formant le nouveau bloc majoritaire, «pour cause de dysfonctionnement et la situation de blocage qui règne à l'APW depuis plusieurs semaines».

«Pour ne pas paraître comme des rentiers qui font dans la dilapidation des deniers publics, en cette période de vaches maigres, nous vous demandons, conformément à la réglementation en vigueur, notamment l'article 02 du décret exécutif n°13/91 du 25 février 2013, portant condition de détachement des élus locaux et les indemnités qui leur sont allouées, de bien vouloir saisir le ministère de l'Intérieur afin de geler les indemnités des élus permanents et non permanents de l'Assemblée populaire de wilaya, y compris la vôtre, jusqu'au déblocage de la situation», demandent les 23 élus de l'opposition signataires du document adressé au P/APW.

A. Kersani

## **NOUVELLE OPÉRATION DE RELOGEMENT AUJOURD'HUI DANS LA CAPITALE**

# **Plus de 1 400 familles bénéficiaires**

La wilaya d'Alger poursuit son opération de relogement dans le cadre du programme de l'éradication de l'habitat précaire. Aujourd'hui encore, ce sont 1 435 familles algéroises qui bénéficieront de logements sociaux.

Au total, depuis juin 2014, début de la première opération de relogement dans la capitale, la wilaya d'Alger a relogé 13 000 familles dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire. Soit l'équivalent de plus de 100 000 citoyens, pour un besoin exprimé de l'ordre de 72 000 familles.

Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, qui a animé hier un point de presse pour annoncer une nouvelle opération de relogement pour aujourd'hui, a indiqué que 11 000 nouvelles unités de logements seront réceptionnées au cours du deuxième semestre de l'année en cours.

Aujourd'hui, 1 435 familles occupant des bidonvilles, des caves et des immeubles menaçant ruine dans les communes de Aïn Benian, Reghaïa, Megharia, Rouiba, Beni-Messous, Staouéli, Bordj-El-Kiffan, El Mouradia, Sidi Moussa et Gué-de-Constantine vont déménager dans de nouvelles cités dans la wilaya de Blida et la commune de Aïn Benian, à Alger. Abdelkader Zoukh a rappelé que la capitale dispose d'un programme de 250 000 unités de logements toutes formules confondues. 64 000 unités de logements AADL, 45 000 unités LPP et 11 000 unités confiées aux opérateurs privés.

La wilaya d'Alger, à elle seule, dispose de 85 000 unités de logements dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire dont 80 000 unités sont en cours de réalisation et 5 000 n'ont pas encore démarré. La wilaya d'Alger est en train de livrer actuellement les 25 000 unités déjà réceptionnées.

S. A.